

LE SILENCE DES PANTOUFLES

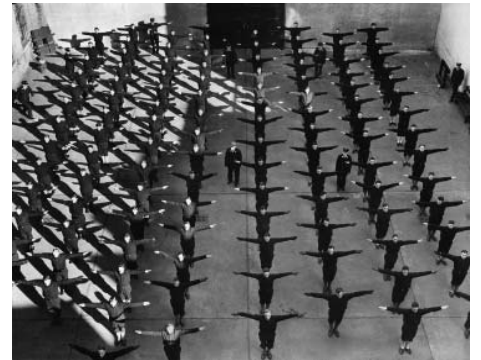
« *Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles.* » La phrase de l'écrivain suisse, écrit au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, est bien célèbre. Face à la brutalité du régime nazi, les boucheries perpétrés par tous les camps lors de la guerre, les exterminations accomplies avec une rationalité toute industrielle (de Auschwitz à Hiroshima, de Londres à Dresden,...), il a osé mettre le doigt sur la complaisance, l'acceptation, le silence qui ont rendu possible le grand massacre. Pourtant, cette mise en garde n'a certes pas freiné le développement de la société de consommation de masse et son terrible conformisme. L'horreur de la guerre est régulièrement commémorée, mais ce n'est que pour mieux accepter les guerres d'aujourd'hui. Qu'elles soient menées au nom de la Démocratie Sacrée plutôt qu'au nom de la Patrie Sacrée, sonne alors comme... une variance linguistique.

Le silence face à la montée des nazis, et face aux préparatifs de guerre dans tous les pays, n'était pas qu'un silence. C'était aussi le silence – au sens d'absence d'esprit critique et contradictoire – d'une enthousiaste adhésion aux valeurs étatiques – fascistes ou démocratiques. L'aplatissement du discours, la production d'une forte consensus au sein des populations et l'apparition d'une novlangue sont en effet des conséquences très favorables pour tout État qui se prépare à la guerre ou qui part en guerre. On peut y voir ce que Simone Weil soulignait déjà en 1933 : « *la guerre constitue avant tout un fait de politique intérieure – et le plus atroce*

de tous ». Si l'État n'est autre chose que l'organisation de la puissance, et que toute puissance tend invariablement et fatalement vers la croissance de sa domination, la guerre est alors logiquement au cœur même de l'État, elle est son essence. Les États modernes de l'Europe sont d'ailleurs nés des terribles guerres qui ont suivi les écrasements sanguinaires des révoltes de paysans. Ils ont toujours fait la guerre et sont responsables pour la presque totalité des conflits sanguinaires qui ont caractérisés les derniers siècles. Il n'en est pas autrement aujourd'hui.

Les épisodes de guerre plus intenses (car comment distinguer encore temps de guerres et temps de paix, surtout en cette période de conflits armées permanentes, de guerres civiles, de missions militaires, d'opérations anti-terroristes?) vont pousser l'État à renforcer le consensus parmi la population, et à réduire au silence celles et ceux qui osent remettre en question ce consensus, ce silence assourdissant. Mesures d'urgence, censure, perquisitions administratives, fichage massif, procès antiterroristes, rafles, l'État assèche le marécage et étend le contrôle et la surveillance sur tout son territoire.

Pourtant, hier comme aujourd'hui, ce n'est pas tant le bruit des bottes qui résonne dans les couloirs des villes-prison, ce n'est même pas seulement le silence des résignés et des découragés, ce sont les discours optimistes sur les nouvelles technologies, les apologues de la tolérance et du pluralisme, les adages moralistes contre les « barbares » qui



Pour faire passer la Révolution, comme un fer rouge, à travers ce siècle, une seule chose est à faire :

DÉMOLIR L'AUTORITÉ.

Cette proposition n'a pas besoin d'être démontrée. Que chacun s'interroge et qu'il dise si c'est de gré ou de force qu'il supporte qu'un autre se proclame son maître et agisse comme tel.

Qu'il dise s'il ne croit pas valoir autant que tout autre.

Qu'il dise s'il est d'humeur à entretenir toujours des papes, des empereurs, des rois, des représentants, des monopoleurs, des médecins, des instituteurs, des juges, des journalistes, des tribuns, des directeurs, des dictateurs.

Qu'il dise s'il ne compte pas être délivré bientôt de tout cela.

Qu'il dise s'il ne comprend pas mieux ses intérêts que tout autre, et si c'est volontiers qu'il les remet à des mains étrangères.

Ernest Coeurderoy
1854

résonnent haut et fort, repris en chœur par des masses. Les « Sieg Heil » résonnaient peut-être même pas aussi souvent que les sons émis par les colliers électroniques. Le mariage entre cette optimisme technologique et la dévastation de toujours plus de régions du monde par la guerre (dans toutes ses formes « modernes »), fait paraître bien loin les cris de « Liberté » et « A bas le régime » qui sillonnaient les rues et les campagnes de maintes pays en proie de soulèvements. Ces deux aspects (le progrès technologique et la guerre au sens large – interventions militaires, totalitarisme, gestion des frontières) sont les axes pivots autour desquels tourne la restructuration mondiale du Capital et de l'Etat en cours et son lot de conflits, de révoltes et de soulèvements de nature divers et variés. Les idées anarchistes, les propositions méthodologiques d'action directe et d'auto-organisation, le refus catégorique de toute autorité, sont peut-être les seuls à pouvoir amener une potentialité insurrectionnelle, voir révolutionnaire sur ces terrains. Affirmons-le : nous sommes convaincus que c'est bien vers ces axes que nos yeux devraient regarder, et sur ces domaines que les projectualités (au pluriel, dans l'autonomie et en fonction de l'analyse que chaque compagne et compagnon fait de la situation qu'elle ou il affronte) sont à développer.

Oui, le scénario est quelque peu sombre, si on peut le dire ainsi : un totalitarisme technologique, un consensus abruti, une restructuration capitaliste en plein fouet et des guerres sanguinaires étouffant toute tension révolutionnaire. Mais on ne serait pas anarchiste si on se cantonnait à dresser l'horreur du monde. Des révolutionnaires avant nous ont affronté des situations difficiles, souvent au péril de leurs vies. Le désarmement que la domination a su opérer au sein des cercles révolutionnaires et anarchistes ces derniers décennies n'est pas une fatalité. Mais, pour rompre le cercle infernal dans lequel on est toutes et tous pris d'une façon ou d'une autre, il faut faire quelques efforts. Plutôt que d'attendre que le vent tourne (il faut le dire, quelques contestations dans la rue ne sont pas les hirondelles qui annoncent le printemps), il faut prendre l'initiative. Approfondir les affinités entre anarchistes, aiguiser nos connaissances du monde et de l'ennemi, apprendre à agir dans des conditions toujours plus difficiles. Mais non pas sans se doter d'une perspective, d'une projectualité. Même si elle reste vague, même si elle soulève plus d'interrogations qu'elle donne de certitudes, il faut essayer d'avoir une idée d'où est-ce qu'on veut aller. Ces projectualités sont nos boussoles dans ces temps tumultueux, orientant notre agir. N'importe quelle situation peut bousculer rapidement, et *parfois* c'est grâce à l'intervention d'une poignée de complices. N'importe quelle silence peut être rompue, et *parfois* il faudra alors oser aller bien au-delà de ce qui est connu. N'importe quel sabotage peut faire tâche d'huile, et *parfois* ça aidera si la proposition derrière un sabotage correspond à une projectualité, à une analyse de la domination, allant alors bien au-delà de l'affirmation incendiaire d'être anarchistes. N'importe quelle fissure dans le consensus peut ouvrir la voie à autre chose, et *parfois* la méthode anarchiste d'auto-organisation et d'action directe l'importera sur les citoyennistes et les autoritaires.



LA PETITE GAZETTE DE SABOTAGES CONTRE L'INDUSTRIE MILITAIRE

INFERNO. Le 24 septembre vers 2h du matin, des riverains de l'entreprise Varec à Malines sont réveillés par des détonations. 5000 m² de l'entreprise y étaient en flammes. Différents corps de pompiers ont été appelés pour faire face à l'incendie. Les camions-citernes ne suffisant pas, les pompiers ont dû pomper de l'eau d'une fosse. Malgré les grands dégagements de fumée, une évacuation des riverains n'a pas été nécessaire. Le hangar a été entièrement détruit. Quant à l'origine de l'incendie, la police n'a pas fait de commentaires. L'entreprise Varec, présenté dans la presse qui a fait écho de l'incendie comme « producteur de pneus », produit en fait exclusivement des chenilles pour des chars de combat et des pneus pour des véhicules blindés. Elle peut se vanter de contrats avec l'armée américaine, ainsi qu'avec les plus grands fabricants européens de chars de combat.

DESTRUCTION. Le 29 septembre vers 5h40 du matin, les alarmes se déclenchent chez l'entreprise Teksam Company à Genk. Deux compartiments de l'entreprise sont en feu. Les dégâts sont très importants : tous les produits finis ont été détruits, les ateliers et les bureaux sont endommagés. 40 employés sont au chômage technique. Selon le directeur de l'entreprise, l'incendie serait d'origine volontaire : des petites bouteilles de gaz ont été retrouvées, qui ont pu être utilisées pour allumer le feu. Fort de ses 30 ans d'expérience dans le domaine militaire, Teksam Company produit des mâts télescopiques pneumatiques et des mâts tactiques de communication à des fins militaires.

FABRICANT DEMISSILES. Le 29 septembre, des ouvriers repèrent un petit dégagement de fumée provenant du toit du bâtiment d'un bâtiment des Forges de Zeebruges à Herstal. Ils y ont découvert un assemblage suspect faisant penser à un dispositif explosif. Il s'agissait de petites bonbonnes de gaz assemblées et reliées à une mèche. Le service de déminage de l'armée est intervenu sur place et a rapidement neutralisé le dispositif. Les Forges de Zeebruges, faisant partie du groupe Thales, produisent des munitions, des bombes et des missiles.

2014 — 2018



Cent ans. Considéré avec une certaine distance, cela semble microscopique, à peine un soupir d'un point de vue historique. Mais c'est aussi le moment charnière entre grands-parents et arrière-grands-parents, entre des visages connus et des photos jaunies, entre des caractères proches et des histoires lointaines. 1914-1918.

Beaucoup de commémorations s'approchent, sans doute en présence de messieurs dames hauts dignitaires. Des discours sont tenus prétendant que « nous » avons appris de l'histoire, que « nous » sommes maintenant sur le bon chemin. Une note éphémère ici (c'est qu'il y a toujours des améliorations possibles), une tape réconfortante dans le dos par là et en apothéose, cet inévitable « Plus jamais de guerre ». Une blague indémodable ; les gens du pouvoir qui s'érigent en pacifistes. Les obsèques de Mandela ont aussi constitué une de ces pièces de théâtre dont les acteurs sont connus. Ceux qui revendiquent le monopole de la violence, commandent et arment les armées et les milices (ou polices si vous voulez), concluent des alliances pour conquérir et occuper des territoires (*war on terror* ou mission de paix en pure novlangue), tamponnent les licences d'exportation de matériel de guerre avec des destinataires souvent flous mais des buts toujours clairs ; de l'oppression à l'extermination. C'est une blague amère.

Le souvenir d'une catastrophe inconcevable (et tout sauf naturelle) comme celle de 1914-1918... que dois-je en faire en tant que jeune homme ? Même les protagonistes qui mourraient par centaines et milliers dans les tranchées, qui gardaient des cicatrices indélébiles de ces quelques années, ne pouvaient

pas empêcher la répétition, à certains égards en superlatif. En toute honnêteté, il faut ajouter que les opposants les plus virulents à la guerre, lorsqu'ils n'ont pas servi de chair à canon sur le champ de bataille, sont morts dans les années révolutionnaires qui ont suivi le massacre, une baïonnette dans le ventre ou un couteau dans le dos quand ils ont tenté de se débarrasser de leurs maîtres. Opprimer et exterminer, cela ne faisait ni chaud ni froid à la nouvelle société.

Quelle est alors la leçon que je pourrais tirer de l'histoire ? Qu'elle se répète toujours ? Cet énorme cliché sans cesse épousseté et en même temps nié ?

Les causes de la catastrophe de '14-'18 me disent quelque chose, elles paraissent même quelque peu banales. Une société qui se croit incontestable dans son savoir-faire. Des dirigeants qui aspirent à rendre leur pouvoir totalitaire, c'est-à-dire tangible dans tout geste et toute pensée (en se servant de l'instrument séculaire du patriotisme). Un Progrès technologique implacable qui fait miroiter des paradis tout en faisant surtout approcher l'extermination de masse. Les comparaisons sont faciles (trop faciles ?). Un jeu de poker financier dans lequel les perdants accidentels payent par la banqueroute les risques et les profits des gagnants. Ensuite, un « faites vos jeux ! » et on se retrouve au prochain tour. La démocratie qui ne tolère la contestation que dans la mesure où elle se déclare en accord avec la démocratie et qualifie le reste de terrorisme. Des dirigeants qui veulent se faire valoir jusque dans les moindres gestes (en indiquant par exemple, où vous pouvez vous asseoir, ou ce que vous pouvez mettre dans vos poubelles).

Un nationalisme qui n'a en fait jamais disparu, mais redessine de temps en temps ses frontières afin de paraître à nouveau frais et alléchant. Une énième catastrophe soi-disant *exceptionnelle* (Fukushima et le Golfe de Mexique en sont des exemples les plus récents et spectaculaires), qui rend un territoire inaccessible pour des centaines d'années, mais ne fait pourtant pas chanceler la technologie. Bien au contraire même, les scientifiques résoudreont ces problèmes avec *plus* de technologies, avec de *meilleures* technologies.

Peut-on étudier des causes, tirer des conclusions ? Et alors ? Voulons continuer à nous répéter avec nos cris contre la guerre et les dirigeants, attendons-nous une autre issue ?

L'histoire qui se projette dans l'avenir peut-elle être niée ? Peut-être que oui. N'est-ce pas ce que font les anarchistes ? Se battre, contre toute raison (c'est-à-dire, contre la raison de cette société), pour une autre possibilité, celle de la liberté ? Pas parce que nous voulons être des martyres ou des pédants aspirant à une place dans les livres de l'histoire, comme « ceux qui étaient dans le vrai depuis le début ». Ces mêmes livres démontrent déjà qu'un tel espoir est vain. Les anarchistes qui se battaient contre les mobilisations de guerre étaient convaincus de leur cause. Eux ou leurs idées ont-ils eu quelque reconnaissance après ? Pas du tout. Cela rend-il leurs efforts futiles voire même ridicules ? Absolument pas. Parce qu'une répétition de l'histoire, un conformisme avec cette société, n'est pas la vie. La vie perd son sens, *vivre* comme mouvement, lorsqu'elle devient une fatalité, si nous refusons d'agir.

NOUS POUVONS ENCORE ÊTRE PIRES



CONSIDERATIONS ET REFLEXIONS DEPUIS L'ARGENTINE UN MOIS APRES LA DISPARITION DE SANTIAGO MALDONADO

Le 1er août 2017, sur la Route Nationale N°40, des participants du Pu Lof en résistance de Cushamen (1) et quelques personnes solidaires montent une barricade et coupent la circulation en solidarité avec le Lonko Facundo Jones Huala qui affronte un procès (pour la deuxième fois). Quelques minutes plus tard arrivent des fourgons et des camionnettes avec une trentaine de gendarmes armés de fusils. Les peñis (2) commencent à lancer des pierres en réponse à l'arrivée des ordures des forces de l'ordre. Les gendarmes avancent en tirant et brûlent les habitats précaires et les affaires des habitants du Lof, repoussant ces derniers jusqu'à ce qu'ils et elles traversent une rivière. L'anarchiste Santiago Maldonado (surnommé "El lechuga" o "el brujo") reste en arrière. Là, des habitantes du lof observent comment les gendarmes attrapent Santiago ; d'autres affirment entendre les gendarmes dire qu'ils en "tiennent un". Après cela, des images et des témoignages commencent à circuler sur le fait que Santiago a disparu et que les gendarmes l'ont emmené dans une camionnette Unimog. Les autorités gardent le silence.

Le vendredi 4 août, diverses individualités anarchistes et solidaires pénètrent dans le bâtiment de la province du Chubut réclamant que Santiago réapparaisse. Le lieu a été propice à la destruction. Ordinateurs, cadres, fenêtres, décorations, tout a été détruit avec rage. Des tags et des tracts relatifs à la répression à Cushamen ont été laissés sur place.

Le lundi 7 août, diverses organisations et groupes, ainsi que la famille appellent à un rassemblement sur la Place du Congrès à Buenos Aires. De nombreuses personnes y participent, entre autres beaucoup de compagnons et compagnones. En colère non seulement à cause de tout ce qui s'est passé, mais aussi du fait du cirque des politiciens qui, prêts pour les élections, distribuaient des bulletins de leur Front de Gauche. Ce jour-là, une fois le rassemblement fini, la rue Entre Ríos a été coupée et des pierres, des gros bâtons, des pétards ont été lancés contre les militaires, deux policiers municipaux et un garde de l'assemblée nationale en poste aux alentours. Par la suite, deux motos de keufs seront incendiées. Puis il y a eu dispersion, sans aucune personne arrêtée ni blessée de notre côté.

Le vendredi 11 août, des manifs et des rassemblements ont été coordonnés en différents endroits du pays (Bolsón, Bariloche, Rosario, Buenos Aires). Dans la capitale, il a été organisé par des groupes de Droits de l'homme (entre autres une fraction des mères de la Place de Mai), des proches et des amis de Lechuga, plus des organisations gauchistes qui convoquent un rassemblement "pacifique" sur la Place de Mai, devant la Casa Rosada. Il y a beaucoup de monde et l'un des frères de lechu lit un texte qu'il a écrit, affirmant clairement sa position antiflic et anarchiste. L'une des choses qui nous remplit de rage, c'est la récupération du rassemblement par des partis politiques (PO, MST, MAS, Convergencia Socialis-

ta, partis kirchneriens), des ONG's et des syndicats (la CGT a à son compte des histoires assez sombres datant des époques péronistes, impliquant la AAA et des groupes para-policiers), qui utilisent l'image et l'histoire de notre compagnon pour gagner (en pleine campagne électorale) quelques petites voix de plus : l'enlèvement de Lechuga par la police N'EST PAS UNE CAMPAGNE POLITIQUE. Ces charognards n'hésiteront jamais à continuer de défendre la propriété privée, la gendarmerie et jusqu'aux gouvernements mêmes qui répriment et nous plongent dans une misère quotidienne, parce qu'ils souhaitent eux-mêmes parvenir à ce pouvoir et exercer cette même autorité. Nous n'avons absolument rien à voir avec eux et avec leurs réponses conciliatrices ...

Le jeudi 17 août, une manifestation est appelée dans la ville de Cordoba, où une foule de gens réclame la réapparition de Santiago en vie. La police a déployé un gros dispositif pour éviter les troubles. Cette même nuit, à l'aube, des anonymes déposent un engin artisanal qui incendie les portes d'entrée du Cercle de Sous-officiers de Gendarmerie Nationale de Córdoba. Il n'y a pas eu de revendication. Quelques jours après, au cours d'une manifestation nationale contre les affaires de gâchette facile [les assassinats courants de jeunes et de « délinquants » par les flics], des affrontements et des destructions se produisent dans tout le centre de la ville de Cordoba. Ultérieurement, divers locaux anarchistes, platefor-

mistes et politiques (entre autres une cantine populaire), ainsi que les domiciles de mères dont les enfants ont été assassinés par la police, seront perquisitionnés. Seules des affiches, des drapeaux et des tracts parlant de l'histoire de Santiago (plus le lait de la cantine) ont été saisis. Quelques personnes ont été brièvement arrêtées et relâchées quelques heures plus tard.

Le jeudi 24 août, le groupe H.I.J.O.S et d'autres organisations de gauche convoquent un rassemblement et une manif sur la Place San Martín dans la ville de La Plata. Pas mal de monde y participe, y compris un bloc noir anarchiste. Au cours de la manif, quelques destructions se produisent dans les rues centrales. La manif se termine sur la place de laquelle elle était partie. En face, à une rue de là, se trouve le Sénat de la province de Buenos-Aires. Sous le regard atone de quelques citoyens indignés, la rue est bloquée, on défonce une camionnette bien cotée et le Sénat est attaqué à coups de pierres et de molotovs qui provoquent des dégâts et noircissent la façade. Deux heures plus tard, deux personnes déposent deux bidons remplis d'essence qui font cramer deux voitures du parking même du sénat. Personne ne s'est attribué l'attaque. Peu après, le chef du renseignement de la police de Buenos Aires s'est fait virer.

Dans certains de ces rassemblements et manifs, ainsi que dans la rue ou les facs et surtout sur les réseaux sociaux, on observe qu'une grande partie de l'opinion publique montre de l'empathie et est "sensibilisée" par l'histoire de Santiago (et une petite partie approuve l'usage de la violence). Il est vrai qu'en Argentine les disparus évoquent les dictatures militaires et divers souvenirs qui sont restés gravés dans les mémoires de la sensibilité sociale. Ce que l'immense majorité des politiques tente d'enterrer, c'est la continuité de l'appareil répressif et les similitudes qu'ont les gouvernements dictatoriaux et les gouvernements démocratiques. Les répressions, les tortures et les disparitions forcées n'ont jamais cessé... Nous pensons qu'il est nécessaire d'étendre le conflit. Dès le

début, des compagnons et personnes solidaires se sont exprimées avec créativité à différents endroits du monde. D'abord en Uruguay, au Chili, en Bolivie et au Pérou, ensuite aux Etats-Unis, en Espagne, en Inde, en France, en Syrie, en Colombie, au Mexique et dans beaucoup d'autres coins de cette planète en loque. Tout cela a diffusé non seulement ce qui est arrivé à Lechuga [enlevé par les flics et sans nouvelles depuis], mais aussi que la solidarité est internationaliste et ne connaît aucune autre frontière que les limites que nous nous posons nous-mêmes.

La presse vise, l'Etat tire

Que dire des nouvelles et des enquêtes journalistiques de mercenaires tels que Jorge Lanata, Mauro Viale, Eduardo Feinmann et autres laquais de l'information ? Ils agitent les sigles de la RAM [Resistencia Ancestral Mapuche, groupe de lutte en armes mapuche né en 2013], lui attribuant d'un jour à l'autre plus d'une trentaine d'actions allant du collage d'affiches, jusqu'à l'incendie d'estancias (3), la mort d'un policier des frontières à San Martin de los Andes, la vente d'armes et de drogues. Ils passent des images de possibles Santiagos Maldonados à Mendoza, Entre Ríos, Buenos Aires ; ils échafaudent des théories selon lesquelles Santiago serait l'otage des peñis, qu'il serait mort lors de l'attaque d'une *estancia*, qu'il n'aurait jamais été dans le lof ou qu'il ne serait qu'un simple artisan ou un hippie en goguette.

Après l'attaque du bâtiment de la province du Chubut, la presse a attribué celle-ci à une cellule de la RAM ayant "dangereusement" agi à deux pâtés de maison de l'obélisque, faisant irruption en tirant des coups de feu ; il suffit d'observer deux secondes le lieu sur des photos pour voir clairement que plusieurs A cerclés étaient inscrits et que les dégâts n'ont pas été provoqués par des balles. L'exagération est sans borne... L'Etat a besoin de réaffirmer son autorité, il a besoin de créer des ennemis intérieurs. La crise économique et le chômage provoquent un mal-être assez évident dans la rue. Quoi



LA PETITE GAZETTE DE COMICOS SOUS LE FEU DE LA CRITIQUE

INAUGURATION. Début septembre, un incendie volontaire ravage un bâtiment en travaux à Neder-over-Hembeek. Ce bâtiment devait, à partir de décembre, abriter un tout nouveau poste de police qui allait remplacer quatre commissariats existants. Les dégâts sont très grands.

UN. Fin août, l'entrée du commissariat dans les Marolles se mange un cocktail molotov en début de soirée. Les policiers présents réussissent à éteindre le feu.

ET DEUX. Vingt-quatre heures après le premier jet de molotov, le commissariat des Marolles, se mange une deuxième bouteille incendiaire dans la nuit. Les dégâts restent limités.

de mieux que de rejeter la faute de la chute de l'économie sur les étudiants non argentins comme l'affirmait le programme du politicien Lanata ? Ou de déclarer comme la chaîne de télévision América 24 que les vendeurs à la sauvette d'origine africaine détruisent l'économie formelle ? Ou de dire comme le président de la République [de droite] Mauricio Macri que les ouvriers doivent arrêter de faire chier en coupant les rues, arrêter de foutre les patrons en procès, parce que ça nuit aux investissements en dollars des actionnaires étrangers ? Patricia Bullrich, Ministre de la Sécurité Nationale, déclare qu'elle ne laissera pas blâmer la Gendarmerie ("... Je ne vais pas jeter un gendarme par la fenêtre...") et qu'il ne s'agit pas dans l'affaire Maldonado d'une disparition forcée. Elle prétend sans desserrer les dents qu'elle ne voit pas 30 gendarmes conspirer pour tuer et faire disparaître, que cette force n'est pas la même qu'il y a 40 ans. Jouant toujours ce jeu de la mauvaise dictature et de la bonne démocratie.

La famille Bullrich a toujours su défendre ses intérêts économiques et idéologiques. Adolfo Bullrich était à la tête d'une entreprise qui a vendu aux enchères des hectares de terres après la terrible Campagne du Désert (impulsée à l'époque par le président Avellaneda puis poursuivie par Julio A. Roca, et qui visait à anéantir les peuples natifs vivant là, à s'approprier d'immenses territoires, à réaffirmer la souveraineté nationale et à faire de succulentes affaires avec les entreprises anglaises, galloises et quiconque voulait investir). Esteban Bullrich, frère de Patricia, a quitté son poste de ministre de l'éducation pour pouvoir se présenter aux élections. Dans un spot, il parle des changements positifs du gouvernement Cambiemos au cours des derniers mois en ces termes : "...*Nous avons mis plus d'enfants dans les écoles, plus de goudron dans les rues et plus de jeunes en prison...*" Ces mots surprennent-ils de la part de celui qui, en 2005, défendait l'assassin répresseur Luis Patti pour qu'il puisse exercer sa charge de député ? Il déclarait alors qu'en démocratie

il y a de la place pour le débat d'idéologies différentes...

Sur internet est sortie la proposition d'une semaine d'agitation pour Santiago. Cela a alerté les forces de sécurité, si bien qu'un haut poste du renseignement de la police fédérale a envoyé un document à la gouverneure María Eugenia Vidal (PRO), afin qu'elle ordonne l'augmentation de la sécurité et de la surveillance dans les rues. Dans ce document, il est question de possibles attaques et attentats contre des membres des corps de sécurité, des infrastructures ou des bâtiments ... Cela a eu pour effet une hausse du nombre de forces (sur les places, dans les gares ferroviaires, les bâtiments de gendarmerie, les commissariats et les quartiers conflictuels), mais ils ont en plus ressorti quelques-uns de leurs jouets qu'on ne voyait plus depuis longtemps (petits tanks de la police fédérale, canons à eau et camionnettes d'infanterie partout). A nouveau l'armée dans les rues.

La nouvelle escalade répressive en cours va certainement se poursuivre dans les rues de la capitale et démontre qu'aussi bien le ministère de la sécurité que les chefs du "renseignement" policier ont l'intention d'entraver toute la solidarité, la rage et les actions qui se sont déchaînées suite à la disparition de Santiago. Mais peut-être ces étincelles nous amèneront-elles à briser de nouvelles limites... Dans certains espaces de compagnons le harcèlement est visible. Non seulement les téléphones sont sur écoute et il y a des filatures, mais on voit désormais aussi les brigades d'investigation prendre des photos, les camionnettes militaires aux coins des rues, les patrouilles qui vont et viennent.

Tout cela correspond à un contexte clair. Dans certains quartiers de la province de Buenos Aires, les flics font descendre des gens des autobus pour contrôler leurs papiers et fouiller leurs affaires ; l'augmentation notable des patrouilles et des effectifs policiers (dans un souci de contrôle et de surveillance, mais aussi de ravalier l'image

néfaste des flics et des gendarmes). Le Jour de l'enfant [si si, cette fête nationale existe], la gendarmerie a envoyé des petites camionnettes de flics en jouets dans différentes écoles et cantines ; c'est-à-dire qu'elle a distribué sans vergogne un slogan "solidaire" dans les lieux mêmes où ils font du renseignement, où ils font irruption en tirant et où ils répriment féroce. Si à l'époque kirchnerienne leur travail de renseignement s'effectuait dans le cadre du Projet X (suivant de près des militants ou des organisations sociales, et générant une grande base de données), maintenant ils sont plus que jamais sur le terrain, comme force de choc supplémentaire au service de l'Etat. Bien-sûr, les lois ne sont pas en reste. La réforme de la loi 24.660 revient sur presque tous les assouplissements de peines en prison et les conditionnelles, donnant encore plus de pouvoir décisionnel à l'administration pénitentiaire ; et les peines sont de plus en plus lourdes (avec des redéfinitions légales), tant pour les associations de malfaiteurs que pour le port d'arme et pour les attaques à la propriété privée.

Relation entre mapuches et anarchistes

Nous avons vu comment depuis quelques années, de ce côté-ci, quelques communautés mapuches, abandonnant les angles légalistes, ont décidé d'occuper les terres de grands propriétaires terriens ou des portions de terre de l'Etat ; comment des engins de chantier sont incendiés, des attaques coordonnées ont lieu contre différents postes d'*estancia*... similaire à ce qui se passe dans le Wallmapu du côté chilien. Les médias se chargent de décréter que tous les mapuches – y compris celles et ceux qui vivent dans le lof – font partie de la RAM, ce afin de créer un ennemi intérieur parfait. En réalité, la RAM (Résistance Ancestrale Mapuche) est le sigle avec lequel des mapuches revendiquent leurs actions dans le Wallmapu de la région argentine. Le lonko Facundo Jones Huala a reconnu son appartenance à ce groupe. En ce moment, dans l'attente d'une éventuelle extradition vers le Chili, il est incarcéré dans la pri-

son d'Esquel, où il a fait une grève de la faim de 18 jours. Il a reconnu un parcours historique d'affrontement contre l'Etat argentin, chilien ainsi que contre les entreprises qui dévastent à tour de bras les territoires sous prétexte de progrès. C'est une lutte qui dure depuis plus de 500 ans. La RAM n'est qu'une petite expression de tout ce temps de lutte.

Le harcèlement et la persécution constante non seulement de la part des forces de l'ordre, mais aussi de celle des entrepreneurs et des médias est écœurant. Ils cherchent à justifier la répression en même temps que l'avancée néocoloniale. Ils balancent à l'emporte-pièce que les mapuches auraient des connexions avec les FARC, qu'ils posséderaient un armement militaire d'assaut, que ce sont de "faux indiens", et autres stupidités du genre... Anarchistes, nous continuons à éprouver de la colère quand ils harcèlent, attaquent et font disparaître les mapu, les qom, les wichi, les guaraní, ou ces tribus qui vivent au milieu de l'Amazonie, qui résistent à l'avancée des machines, au progrès humain conçu comme la civilisation... Nous pouvons partager beaucoup de choses avec les mapuches qui combattent dans le sud de la région, de la même manière que beaucoup d'autres nous séparent comme un abîme. Leur forme d'organisation, les relations qu'ils entretiennent ou l'épanouissement dans la nature sont une démonstration de leur propre vision du monde. Anarchistes nous ne pouvons qu'éprouver du rejet contre toute velléité d'approcher et d'obtenir une nation mapuche. Nous respectons leur dignité rebelle et nous serons solidaires, mais nous ne partageons pas leur lutte dans sa totalité...

Aucune demande à l'Etat, conflit permanent contre l'autorité

Nous aimerions tous et toutes que notre compagnon réapparaisse en vie, qu'il puisse continuer à parcourir les chemins qu'il veut. Nous savons que l'Etat est responsable de sa disparition, parce que poursuivre et "exterminer"

les "éléments gênants" fait partie de ses attributions pour assurer le fonctionnement normal de la société. Pour cela même, nous n'avons rien à exiger de nos bourreaux. Ils sont responsables des disparitions pour la traite, des connexions narco-policières, des jeunes abattus dans les quartiers aux mains des forces de l'ordre, de l'approbation de lois qui font pleuvoir des années de prison, jouant avec les vies des détenus, de l'application de nouvelles technologies pour le contrôle social, de la destruction de territoire naturel pour implanter des murs de béton, des plantations de soja ou de maïs transgéniques et tant d'autres choses qui font tourner la roue du progrès du capital.

Nous avons éprouvé comment ils ont essayé de dépolitiser notre compagnon. Ils ont tenté de nier ses convictions anarchistes et ont cherché à le brandir comme slogan pour une campagne politique de plus. D'un côté, Cristina Kirchner et ses lèche-bottes qui semblent avoir la mémoire courte parlent de Santiago, mais c'est beaucoup plus nébuleux pour eux, quand on évoque Julio López – qui, n'en déplaise à Hebe de Bonaffini qui, pour défendre le kirchnerisme, ment en prétendant qu'il était maton (tandis qu'elle qualifie Lechuga de militant social), alors que López était maçon et qu'il a disparu, parce qu'il allait témoigner contre le représentant Miguel Osvaldo Etchecolatz, ce qui démontre que malgré plus de 15 ans de démocratie, le pouvoir militaire est toujours en vigueur. Idem concernant le cas de Luciano Arruga, un jeune d'un quartier marginal de Lomas del Mirador enlevé, assassiné et enterré sous X dans le cimetière de la Chacarita, parce qu'il avait refusé de voler pour le compte de la police. Nous voulons aussi rappeler Cristian Ibáñez, arrêté par la police pour ensuite apparaître "suicidé" dans les geôles d'un commissariat à Jujuy, ainsi que Marcelo Cuellar, assassiné au cours d'une mobilisation suite à l'assassinat de son compagnon Ibáñez dans la localité de Libertador General San Martín en 2003 ; tous deux étaient militants du Courant Classiste Combatif [maoïstes] ; ou encore Carlos Fuentealba, mort suite à la répression policière



LA PETITE GAZETTE DES CONCESSIONNAIRES QUI FLAMBLANT

UN. Le 17 août, plusieurs voitures d'un concessionnaire de Mazda-Daihatsu à Ichtegem flambent. La toiture du concessionnaire est également endommagée par ce feu volontaire.

ETDEUX. Le 18 août, c'est à Bree que dix voitures d'un concessionnaire Mercedes sont détruites par des incendiaires(s) nocturne(s).

ETTROIS. Le 18 août encore, à Wasmes, c'est le tour à un concessionnaire de voitures Aixam et Ligier. L'incendie aurait été bouté à une voiture Aixam devant l'entrée ; les flammes se sont ensuite répandues à l'ensemble du bâtiment. Il n'en reste plus rien.

à Neuquén au cours d'un blocage de la route 22 par des travailleurs en 2007 ; Juan Carlos Erazo mort à Mendoza en 2008 des lésions cérébrales provoquées par les balles en caoutchouc et les gaz lors d'une occupation de l'usine où il travaillait. Nous n'oublions pas non plus que le 17 juin 2010 le jeune joven Diego Bonefoi a été assassiné à Bariloche, abattu dans le dos par les keufs. Le lendemain, les voisins ont organisé une protestation et la répression policière a provoqué la mort de deux autres jeunes : Nicolás Carrasco et Sergio Cárdenas ; ou que le 20 octobre de la même année, lors d'une mobilisation d'ouvriers de l'entreprise Ferrocarril Roca à Avelaneda comptant sur le soutien de divers groupes et partis politiques, Mariano Ferreyra, un militant du PO, a été assassiné par les tirs des briseurs de grève de l'Union Ferroviaire. Et aux époques des K [Néstor Kirchner a été président de l'Argentine de 2003 à 2007, et sa femme Cristina Kirchner de 2007 à 2015], les peuples originaires ont subi le même sort : le paysan indigène Javier Chocobar, appartenant à une communauté diaguita à Tucumán, résistait aux expulsions avec d'autres membres de la communauté, jusqu'à ce que le 12 octobre 2009 un ex-flic au service des propriétaires terriens fasse irruption en voiture, commence à tirer et le tue, blessant aussi d'autres villageois. Le 23 novembre 2010, à Formosa, tandis que des qom de la communauté La Primavera coupaient la route pour réclamer leurs terres, la police a encore réprimé violemment, assassinant deux membres de cette communauté, Sixto Gómez et Roberto López... Mais tout cela n'a pas eu lieu que sous le kirchnérisme, les gouvernements de tout poil ont des dizaines de morts dues à la répression à leur actif. Auparavant, il y avait eu Víctor Choque, Teresa Rodríguez, Mauro Ojeda, Francisco Escobar, Aníbal Verón, Carlos Santillán, Oscar Barrios, les jeunes Maximiliano Tasca, Cristian Gómez,

Adrián Matassa, Miguel Bru, Javier Barrionuevo, Petete Almirón, Dario Santillán et Maximiliano Kosteki. Et tant d'autres encore torturés, disparues, assassinés aux mains des forces de l'ordre, dans les quartiers, les commissariats, les hôpitaux psychiatriques, dans les bordels ou les prisons.

Leurs mains sont pleines de sang, le sang des marginalisés, le sang des illégaux, le sang des rebelles. La passivité n'est pas une option, le moment est venu de crier vengeance. Vengeance contre les bourreaux. Vengeance contre la vie de misère qu'ils nous imposent. Vengeance contre leur violence permanente. Il n'y a jamais eu de paix pour tant de morts, nous connaissons les responsables, leurs noms, leurs postes et leurs intentions. Et tandis qu'ils essaient de nous traiter d'infiltrés et de violentes, pour notre part nous leur disons : Nous pouvons être pires encore...

*Des anarchistes de Buenos Aires,
septembre 2017*

- (1) La ville de Cushamen est située au sud de l'Argentine, dans la province du Chubut, en territoire mapuche. Un « Lof » est un lieu d'habitation traditionnel regroupant plusieurs familles mapuche.
- (2) Frère chez les Mapuche.
- (3) Vaste exploitation agricole en Amérique du Sud.



LA PETITE GAZETTE DE L'ANTI-PROGRES

COUCKE. Début août, un hangar de Durbuy Adventure Valley est détruit pendant la nuit par un incendie. Le hangar attenante au parking, abritait les ateliers, du matériel et des véhicules, dont des quads. Propriété du milliardaire flamand Marc Coucke, Durbuy Adventure Valley fait partie du projet mégalomane de celui-ci de transformer la région et la toute petite ville de Durbuy en énorme parc de loisirs. Coucke y a déjà racheté plein de commerces, immeubles, terrains, forêts et campings, suscitant des protestations des habitants de Durbuy.

CAMIONS. Mi-août, deux camions sont livrés aux flammes dans un zoning industriel à Gilly.

ET CAMIONS. Début octobre, c'est à Asse que deux poids-lourd sont cramés. Ils étaient garés dans le zoning Relegghem Business Park.

ET... CAMION. Encore début octobre, à Mons, un autre camion flambe vers 2h du matin.

ANTI-CONSTRUCTION. Début octobre, à Anvers, une grue est détruite par un incendie nocturne sur un chantier qui va transformer une grande espace vague en parking pour le quartier branché en développement juste à côté. La police n'exclut pas un acte volontaire.

DEGAGEZ. En septembre, la presse fait échos de « lettres de menaces » et de slogans peints sur nombre de commerces (cafés branchés, commerces alternos,...) implantées sur les lignes de front de la gentrification en cours à Molenbeek, dans les Marolles et à Saint-Gilles. Quelques slogans repris par la presse : « Si tu gentrifies mon quartier, je brise tes vitres » ou le tout clair et net « Sales bourgeois, dégagez ! »

INAUGURATION DU CENTRE DE POLICE ET DE JUSTICE A ZURICH

VERHINDERN WIR DEN BAU DES PJZ

In ihrer Sitzung sollen an die Regierenden einen neuen Komplex der Einperrung und Kontrolle über die Stadt stellen. Und sie erwarten, dass wir den schlacken! Wir gegen die dieser Komplex zählend gebaut sind. Wir, die sich von der Gesetzten auf Beamten bedingt fühlen, sei es weil wir arm sind, keine Papiere haben, oder zählend, weil wir die Freiheit lieben. Wir, in denen wir aufsteig, wenn wir sehen, wie die Polizei patrouilliert, kontrolliert und verhaftet. Wir, denen es widerstrebt, sich Knieknien zu unterwerfen. Wir, die auch immer glauben, und auch dafür kämpfen, dass jenseits der Zäunung und Gassenbreiten dieser Gesellschaft eine komplett andere Welt, ein Leben in Freiheit möglich ist. Wir alle zählend, die man mit diesem Bestrafungskomplex einschüchtern, kontrollieren und wegsperrn will. Wir stellen diesen Bau in aller Ruhe geschehen lassen?

Gruppe	Wahl
...	...

Der neue Polizist...
Die Regierung wird die...
Der neue Polizist...
Die Regierung wird die...
Der neue Polizist...
Die Regierung wird die...



FÜR EIN LEBEN IN FREIHEIT, OHNE KNÄSTE, POLIZEI UND JUSTIZ

Il y a un mois, le 22 juin 2017, une cérémonie officielle inaugurerait le chantier du centre de police et de justice (PJZ) à Zurich. Par une cérémonie solennelle, d'après leur déclarations, six pontes du projet se sont retrouvés sur le chantier pour échanger sourires et poignées de main pendant qu'ils enterraient une capsule témoin contenant divers documents et objets liés au projet. Pendant que ces six trous du cul* « faisaient la fête » à l'intérieur du chantier, à l'extérieur il était possible d'avoir un avant-goût de ce que signifiera ce projet pour le quartier. Bien une douzaine de fourgons de police occupaient divers points stratégiques du secteur, probablement pour empêcher les habitants de faire la fête avec les responsables en-cravatés à l'intérieur de l'enceinte de sécurité du chantier et de partager leur enthousiasme pour ce centre de police et de justice.

Une dizaine de jours plus tard, le 3 juillet, s'est tenue une autre sorte d'inauguration de ce même chantier : un transformateur alimentant le chantier en électricité, situé juste en dehors de l'enceinte de sécurité, a été incendié. Nous ne connaissons pas les motivations de cet acte, mais ce que nous savons de façon certaine, c'est que nous sommes nombreux à nous en réjouir : ceux qui se sentent trompés par la politique (de nombreuses promesses ont été tenues lors de la votation cantonale pour ce centre de police et de justice, comme en ce qui concerne la taille du bâtiment ou l'indemnisation de la surface de la caserne occupée par la police cantonale qui a été transformée en un parc public – un foutage de gueule en guise de promesse – qui étaient une des raisons pour lesquelles de nombreuses

personnes ont donné des voix décisives pour ce projet et toutes ces annonces ont été peu de temps après relativisées voire retirées ; de plus, les récentes garanties vides ne changent rien à ce foutage de gueule sans nom) ; ceux qui sont conscients que ce projet s'inscrit dans un contexte de réévaluation du quartier alentour et qu'il n'y aura plus de place pour eux dans ce nouveau quartier prévu (restructurations, nouveaux immeubles, augmentation de loyers...) ; ceux qui ne supportent pas l'arrogance de ce nouveau projet (presque 600 millions de francs suisses, qui pourraient être utilisés pour d'autres choses - *on se demande bien pour quoi alors ?, ndlr.*) ; ceux qui se voient chaque jour contrôlés par les flics ou ceux qui ont tout simplement un problème avec l'existence de l'autorité, comme nous, anarchistes. La nouvelle de l'incendie sur le chantier du centre de police et de justice a fait l'effet d'un coup de tonnerre, a été évoquée partout, pas seulement à la une des différents journaux, mais aussi chez les gens, au travail, dans les bars avec les amis, etc... et nombreux sont ceux à avoir exprimé leur joie ou du moins leur approbation sur ces événements. Les protecteurs et promoteurs de ce projet savent au fond que c'est un colosse aux pieds d'argile. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la cérémonie d'inauguration mentionnée ci-dessus, à laquelle étaient présents, hormis quelques journalistes, seulement quelques politiciens, planificateurs du projet et deux entrepreneurs de la société de BTP « HRS » choisie pour réaliser ce chantier, protégés par un dispositif policier dans tout le secteur. Hormis la chasse ridicule au consensus dans ce quartier pilote, à travers la

distribution d'une revue d'information « PJZ News », publiée par le service à l'urbanisme de la ville lui-même.

L'attaque incendiaire des containers et du transformateur, ayant provoquée le chômage technique et des dégâts matériels s'élevant à 200.000 francs suisses, est peut-être pas grand chose comparée à la monstruosité du projet de centre de police et de justice, mais elle a été capable d'humilier l'énorme dispositif de sécurisation du chantier et de révéler que de nombreuses personnes ne sont pas prêtes à accepter la construction de cette gigantesque forteresse de la flicaille zurichoise. Le chantier a été inauguré et la lutte contre ce projet en construction a également été inauguré à travers l'incendie de ce transformateur. Une chose semble évidente : les centre de police et de justice ne sera pas construit dans le calme et dans la résignation et qui sait si, un jour peut-être, quelqu'un ne retrouverait pas dans les ruines du centre de police et de justice la capsule témoin, enterrée le 22 juin dans les fondations.

Du journal anarchiste Dissonanz, n° 50
* Markus Kägi (chef du chantier), Jacqueline Fehr (Ministre de la justice et de l'intérieur), Mario Fehr (Directeur à la sécurité du canton de Zurich), Hans-Rudolf Blöchliger (Délégué au projet du PJZ), Martin Kull (directeur général et propriétaire de l'entreprise « HRS Real Estate AG ») et Rebecca Zuber (Directrice des opérations et propriétaire de l'entreprise HRS)

UNE NOUVELLE CARTOGRAPHIE POUR ATTAQUER LE POUVOIR

Le diable s'est installé dans un nouveau domicile. Et quand bien même nous serions incapables de le faire sortir de son repaire du jour au lendemain, il nous faut au moins savoir où il se cache et où nous pouvons le débusquer, afin de ne pas le combattre dans un coin où il ne se réfugie plus depuis longtemps – et pour qu'il ne se paie pas notre tête dans la pièce d'à côté.
(Günther Anders)

Comment ne pas être frappé par la simultanéité de cette entreprise de ratis-sage de la forêt mentale avec l'anéantissement de certaines forêts d'Amérique du Sud sous le prétexte d'y faire passer des autoroutes ?
(Annie Lebrun)

A l'époque où un philosophe essayait de nous mettre en garde contre l'obsolescence de l'homme, résultant de l'industrialisme et du développement de technologies apocalyptiques telles que le nucléaire, il appliquait une méthode précise. Il pratiquait une « critique de l'extrapolation, de l'exagération », car ce n'était qu'ainsi qu'on pourrait se rendre compte de l'énormité des transformations en cours, dépassant largement notre capacité d'imagination. Il n'y a qu'une machine qui peut traiter une donnée telle que des centaines de milliers de morts, l'homme n'a, en fin de compte, pas la capacité de se le représenter, de se l'imaginer. Quelques décennies sont passées, les grandes luttes contre « l'apocalypse », rendue possible et tangible par la prolifération de la technologie nucléaire, se sont éteintes, mais le monde n'a pas pris fin pour autant. L'exploitation a franchi de nouveaux seuils, inimaginables auparavant. L'idée démocrate d'un progrès qui bénéficierait à tous, avec certains décalages dans le temps, est démenti par le contraste entre les mélodies mielleuses des centres commerciaux et les cris de noyade de milliers d'indésirables dans la Méditerranée, entre le ronronnement

des congélateurs et des frigos remplis et les bruits industriels dans les camps de production où galèrent des millions d'exploités, entre les rappels constants, mais « pacifiques », des appareils portables et les gémissements d'une faune et d'une flore génétiquement modifiées, contaminées, irradiées, stérilisées, standardisées, digitalisées. Malgré l'adhésion et l'enthousiasme démesurés de la plupart de nos contemporains, le paradis technologique reste une façade, cachant des cruautés qui, on s'en rend bien compte, ne sont pas nouvelles au sens que la cruauté a toujours accompagné l'homme dans son calvaire à travers les siècles, mais qui sont certes de nouvelles dimensions. Et ces nouvelles dimensions sont rendues possibles grâce au développement technologique.

Ce développement technologique n'est pas devenu « autonome » comme une certaine critique anti-industrielle le prétend. Il est totalement et complètement imbriqué dans les rapports sociaux existants, des rapports d'exploitation et de domination. Les technologies qui voient le jour aujourd'hui sont le fruit d'une certaine société, tout comme cette société est à son tour modifiée ou transformée par l'introduction de ces technologies. Il n'y a donc pas un Mal transcendant qui s'amuse à nous pourrir la vie, le Mal est parmi nous, en nous. On le subit et on le produit. Une phrase un peu forte, on s'en rend compte, mais le développement technologique se réalise dans un certain contexte social ; c'est-à-dire, dans une société capitaliste et autoritaire. Si les « classes » n'existent plus (la conscience de classe et les conditions qui la favorisait telles que les grandes concentrations industrielles a fait l'objet d'attaques mortelles de la part du capital), les prolétaires existent bel et bien. En fait, il serait plus exact de parler de nouveaux fossés qui se creusent et qui structurent la société. D'un côté les inclus, ceux qui « jouissent » des « bienfaits » des technologies et du capitalisme et semblent

se trouver toujours plus dans un monde à part ; et d'autre part, les exclus, ceux qui sont indésirables, ceux qui crèvent dans les mines de cobalt, le long des champs de soja génétiquement modifié, au bord des fleuves devenus des marées toxiques, les superflus. Les fossés qui les séparent deviennent chaque jour plus grands, au point qu'aujourd'hui, les ponts de communication sont en train de sauter les uns après les autres. Le langage technologisé en est un symptôme, la prétendue « irrationalité » et la haine sans bornes qui s'expriment lors d'explosions de rage en est une autre. Et il n'est pas du tout dit que les nouvelles mentalités et croyances, fabriquées dans les laboratoires du pouvoir, suffiront à défendre le paradis technologique. La destruction de ce qu'on ne désire pas, de ce qu'on ne comprend pas (les exclus ne sont pas domestiqués à désirer et à comprendre le paradis des inclus) est alors bien plus logique que la recherche de l'intégration. Et c'est là qu'apparaît, sans plus d'ambages et d'artifices rhétoriques, devant les anarchistes et les révolutionnaires d'aujourd'hui, la perspective nécessaire : la *destruction*. Plus le système s'interconnecte, plus tout devient contaminé par le virus de la marchandise et de l'aliénation, moins il y a à sauver, mieux, il n'y a rien à sauver. Nous n'avons aucune tâche constructive, si ce n'est construire les conditions, les capacités et les imaginaires qui nous permettent de détruire. Ce concept de destruction ne comprend pas seulement l'attaque contre les structures et les hommes de la domination, elle est aussi une attaque contre les idéologies, les mentalités, les croyances. Comme disait Bakounine, « *Nul ne peut vouloir détruire sans avoir au moins une imagination lointaine, vraie ou fausse, de l'ordre de choses qui devrait selon lui succéder à celui qui existe présentement ; et plus cette imagination est vivante en lui, plus sa force destructrice devient puissante ; et plus elle s'approche de la vérité, c'est-à-dire plus elle est conforme au développement*

nécessaire du monde social actuel, plus les effets de son action destructrice deviennent salutaires et utiles ». C'est-à-dire, notre action destructrice doit aller de pair avec le développement, l'exploration, l'approfondissement d'imaginaires complètement différentes qui peuvent avoir un effet corrosif sur les croyances qui soutiennent ce monde d'autorité et ses technologies. La tension utopique, le rêve, le désir de liberté, l'amour du sauvage et de la beauté, la poésie créatrice d'autres mondes fournissent l'oxygène nécessaire à notre feu destructeur.

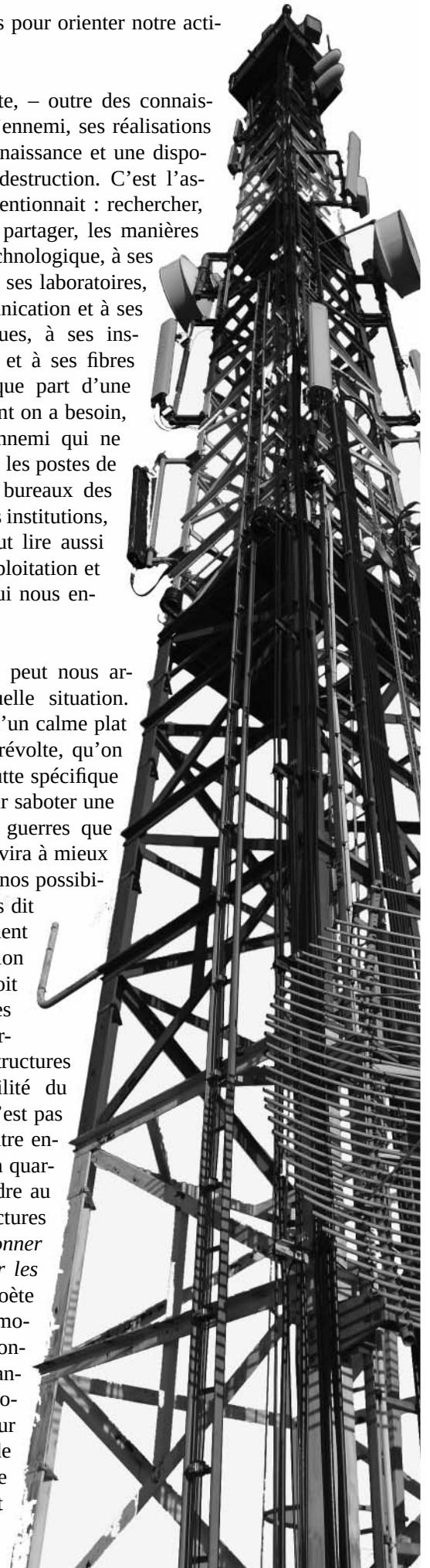
Et le temps presse. La question n'est pas seulement que nous sommes esclaves des appareils, réduits à une servitude abrutissante et définitivement aliénés dans tous les domaines de la vie, c'est que les appareils nous transforment, que leur esprit vient d'abord nous habiter pour ensuite nous remodeler, nous refaçonner à leur image : nous devenons comme des mauvaises copies de l'appareil, essayant toujours de rattraper leur « perfection » et leur « rationalité ». L'homme qui en résulte n'est pas seulement une annexe de la machine, il devient machine. On pourrait espérer que la démarche se montrera infructueuse, que l'homme ne peut pas, en fin de compte, être réduit à une série d'algorithmes, que la rationalité des machines ne pourra jamais triompher ce qu'il y a d'absurde, d'imprévisible, de passionné, d'irrationnel dans l'homme. Mais c'est une maigre consolation en voyant nos contemporains. Elle n'est pas sans rappeler la vieille taupe de l'eschatologie marxienne, prédisant que les conditions du capital creusent l'effondrement du capitalisme. Laisser creuser la taupe en attendant le déluge. Le prix d'une telle illusion grotesque se paie tous les jours. Le capital n'a toujours pas atteint ses limites dans l'exploitation, produisant des contradictions insurmontables, non, il les repousse constamment, inlassablement, et notamment à travers l'injection de technologie dans toutes sphères physiques, mentales, sensibles. Le monde en devient toujours plus petit, contrairement à ce que les fanfaronnades scientifiques affirment : les domaines de l'expérience humaine se réduisent à chaque introduction d'une nouvelle technologie, à chaque invasion technique dans un « mystère de la nature ». Prolonger l'attente ne serait alors qu'un suicide quotidien.

La destruction donc. Mais comment ? On ne peut pas se passer d'une certaine capacité d'orientation. L'essai qui suit cherche à survoler les domaines que la recherche se propose d'explorer dans les décennies à venir (nanotechnologies, biotechnologies, sciences cognitives, technologies de l'information) et de dresser la liste des avancées technologiques qui ont radicalement transformé le rapport à soi, aux autres et au monde ou qui s'annoncent. On pourrait dire qu'il est incomplet, mais son but n'est pas là. Il s'agit d'une incursion de reconnaissance sur le territoire de l'ennemi afin de disposer de quelques

éléments supplémentaires pour orienter notre activité destructrice.

La destruction nécessite, – outre des connaissances élémentaires de l'ennemi, ses réalisations et ses projets –, une connaissance et une disponibilité des moyens de destruction. C'est l'aspect constructif qu'on mentionnait : rechercher, expérimenter et ensuite, partager, les manières de s'attaquer à la bête technologique, à ses unités de production et à ses laboratoires, à ses mâts de télécommunication et à ses infrastructures énergétiques, à ses instruments de propagande et à ses fibres optiques. Il s'agit quelque part d'une nouvelle cartographie dont on a besoin, une cartographie de l'ennemi qui ne mentionne pas seulement les postes de police, les banques, les bureaux des partis et des syndicats, les institutions, mais sur laquelle on peut lire aussi tout ce qui alimente l'exploitation et la domination, tout ce qui nous enchaîne à ce monde.

Une telle cartographie peut nous armer dans n'importe quelle situation. Qu'on soit en présence d'un calme plat ou d'un mouvement de révolte, qu'on soit impliqué dans une lutte spécifique ou qu'on intervienne pour saboter une nouvelle étape dans les guerres que mènent les États, elle servira à mieux regarder, à mieux cerner nos possibilités d'action. Il n'est pas dit que lors d'un mouvement contre une restructuration de l'exploitation, il soit impossible d'indiquer les relais de téléphonie portable comme des infrastructures nécessaires à la flexibilité du travail ; tout comme il n'est pas dit que l'affrontement entre enrégés et policiers dans un quartier ne puisse pas s'étendre au sabotage des infrastructures énergétiques. « *Abandonner tout modèle pour étudier les possibles* » disait le poète anglais, abandonner les modèles obsolètes d'un affrontement symétrique, abandonner toute médiation politique ou syndicale, pour étudier les possibilités de porter le conflit là où le pouvoir ne veut surtout pas qu'il advienne.



L'ACTION MINORITAIRE

Prenons l'hypothèse d'une pratique subversive « minoritaire » qui refuse le modèle léniniste. Dans une perspective libertaire, soit on abandonne tout discours insurrectionnel (en faveur d'une révolte ouvertement solitaire), soit il faudra bien tôt ou tard se poser la question de la portée sociale de ses propres idées et pratiques. Si l'on ne veut pas résoudre la question dans le cadre des miracles linguistiques (par exemple en disant que les thèses qu'on soutient sont *déjà* dans la tête des exploités, ou bien que sa propre rébellion fait *déjà* partie d'une condition diffuse), une donnée s'impose : nous sommes isolés – ce qui ne veut pas dire : nous sommes peu nombreux.

Agir à peu nombreux non seulement ne constitue pas une limite, mais représente une manière différente de penser la transformation sociale. Les libertaires sont les seuls à imaginer une dimension de vie collective qui ne soit pas subordonnée à l'existence de centres de pouvoir. La véritable hypothèse fédéraliste est justement l'idée qui rend possible l'accord entre les libres unions d'individus. Les rapports d'affinités une manière de concevoir l'union non plus sur la base de l'idéologie et de l'adhésion quantitative, mais au contraire à partir de la connaissance réciproque, de la confiance et du partage de passions projectuelles. Mais l'affinité dans les projets et l'autonomie de l'action individuelle restent lettre morte s'ils ne parviennent pas à s'élargir, sans pour autant être sacrifiés à de prétendues nécessités supérieures. La liaison horizontale est ce qui rend concrète toute pratique de liberté : une liaison informelle *de fait*, en mesure de rompre avec toute représentation. Une société centralisée ne peut se passer du contrôle policier et d'un appareil technologique mortel. Ainsi, ceux qui ne peuvent pas imaginer de communauté sans autorité étatique n'ont pas d'outils pour critiquer l'économie en train de détruire la planète ; et ceux qui ne peuvent pas penser une communauté d'*uniques* n'ont pas d'armes contre la médiation politique. A l'inverse, l'idée de la libre

expérimentation et de l'union entre proches comme base de nouveaux rapports rend possible un renversement social complet. Ce n'est qu'en abandonnant toute idée de *centre* (la conquête du Palais d'Hiver ou bien, en phase avec l'époque, de la télévision d'État) qu'on peut construire une vie sans contrainte et sans argent. Ainsi, la méthode de l'attaque diffuse est une forme de lutte qui porte en soi un monde différent. Agir lorsque tous prêchent l'attente, lorsqu'on ne peut compter sur de nombreux soutiens, lorsqu'on ne sait pas par avance si on obtiendra des résultats – agir ainsi signifie déjà affirmer ce pour quoi on se bat : une société *sans mesure*.

C'est ici que l'action en petits groupes entre proches contient la plus importante des qualités – celle de ne pas être un simple expédient tactique, mais de réaliser en même temps son propre but. Liquider le mensonge de la *transition* (la dictature avant le communisme, le pouvoir avant la liberté, le salaire avant la prise sur le tas, la certitude du résultat avant l'action, les demandes de financement avant l'expropriation, les « banques éthiques » avant l'anarchie, etc.) signifie faire de la révolte elle-même un moyen différent de concevoir les rapports. Attaquer immédiatement l'hydre technologique veut dire penser une vie sans flics en blouses blanches (ce qui signifie : sans l'organisation économique et scientifique qui les rend nécessaires) ; attaquer immédiatement les instruments de la domestication médiatique veut dire créer des relations libérées des *images* (ce qui signifie : libérées de la passivité quotidienne qui les fabrique). Ceux qui crient qu'ils n'est plus – ou pas encore temps de se révolter nous révèlent par avance quelle est la société pour laquelle ils se battent. Au contraire, défendre la nécessité d'une insurrection, d'un renversement irrésistible qui rompe avec le temps historique pour faire émerger le possible, signifie dire une chose simple : nous ne voulons pas de dirigeants. Aujourd'hui, l'unique fédéralisme concret est la rébellion généralisée.



FAWDA

c/o bibliothèque
anarchiste Acrata
Rue de la Grande Ile 32
1000 Bruxelles

fawda@riseup.net